

ET MAINTENANT, PASSONS AUX ACTES...

A Lille, les délégués FO se sont approprié le congrès, en dehors de toute tendance: 250 délégués se sont exprimés sans filtre. C'est la manifestation du syndicalisme libre et indépendant, émanation directe des syndicalistes. Ce qui a été perçu par les «*bien-pensants*» comme un débat violent n'est que l'expression de la démocratie syndicale, la démocratie du mandat. La liberté et l'indépendance doivent permettre l'expression d'oppositions.

Nombreux sont ceux qui auraient souhaité que la CGT-FO réformiste disparaisse ou, plutôt, qu'elle glisse dans l'accompagnement.

Le syndicalisme libre et indépendant, attaché à la *Charte d'Amiens*, celui inspiré par Fernand Pelloutier et ses compagnons, continue. La confédération CGT-FO et son action syndicale et émancipatrice pour toute la classe ouvrière reste intacte, révolutionnaire dans ses aspirations et réformiste dans sa pratique, contractuelle chaque fois que possible pour améliorer la condition des travailleurs.

En votant massivement contre le rapport d'activité de l'ancien secrétaire général, nous avons déjoué toutes les manœuvres d'une partie de l'appareil confédéral et du gouvernement visant à obtenir la collaboration de la CGT-FO à l'ordre socio-économique mis en place par l'Union Européenne.

Mais le travail n'est pas achevé car le mode de scrutin et le secret du vote à l'élection des membres de la *Commission Exécutive Confédérale* permettent des coalitions contre nature et une sur-représentation de «*tendances*».

Les membres du CCN votent sur mandat et leur vote doit être rendu public.

Même si la position de FO s'est éclaircie, le danger persiste:

- le gouvernement va encore manoeuvrer pour empêcher la mobilisation souhaitée par les militants.

La réaction du ministre de l'intérieur, le soir du samedi 26 mai, reprochant aux manifestants d'être «*par leur passivité, d'un certain point de vue, complices des agressions des Black Blocs*», en est une illustration.

Tous les arguments sont bons pour que les salariés, étudiants, chômeurs acceptent le règle du jeu imposée par l'Union Européenne: en France, limitation, voire interdiction des manifestations et grèves; en Italie, recours aux marchés «*pour apprendre aux italiens à bien voter*» (Gunther Oettinger, commissaire européen au budget).

- la tentation de certaines organisations syndicales est grande d'abandonner le terrain syndical pour le terrain politique; l'appel de certaines organisations syndicales à participer à l'action du 26 mai le démontre.

La commission exécutive de la confédération qui s'est réunie le mercredi 23 mai «*dans la cohérence du mandat donné par les 3.500 délégués mobilisés lors du XXIV^{ème} Congrès confédéral de Lille, propose aux autres organisations syndicales et de jeunesse de rechercher la plus grande unité possible pour créer dès à présent les conditions d'une action commune et d'un rapport de force interprofessionnel, y compris par la grève*».

Cette déclaration marque un net changement d'orientation mais il s'agit maintenant d'en passer aux actes.

Aux militants et aux syndicats de mobiliser pour organiser la résistance, obtenir l'abrogation de toutes les lois de régressions sociales et conquérir de nouveaux droits.

Marc HÉBERT.

LES MANŒUVRES DE J.C.MAILLY, AU CONGRÈS DE LILLE, ONT ÉCHOUÉ...

Les manoeuvres de J.C. Mailly, s'appuyant sur la *Fédération de la métallurgie* pour décrédibiliser les votes contre le rapport d'activité, ont échoué: 47 interventions de métallos sur 252, dont 44 de soutien inconditionnel à Mailly, appuyés par des bureaucrates d'autres fédérations et unions départementales, dans le but d'obstruer la parole des délégués.

Le résultat est sans appel: 44,16% des délégués ont voté pour le rapport d'activité, 43,21% contre et 12,63% se sont abstenus, soit 50,54% pour le rapport, hors abstentions.

Ce résultat est historique et démontre la rupture entre les militants FO et J.C. Mailly. En effet, parmi les intervenants qui ont déclaré voter «*pour*» le rapport d'activité, beaucoup ont expliqué qu'ils regrettaient ou n'avaient pas compris son attitude sur les ordonnances.

Frédéric Homez, dans l'édito du journal fédéral *FO métaux* de mai, explique ce résultat par une «*campagne calomnieuse en interne pour appeler à voter contre ou à s'abstenir*».

Seuls les faits et les agissements de J.C. Mailly ont motivé ces votes et ont abouti à ce résultat.

Dès que le résultat du vote a été connu de J.C. Mailly et de ses soutiens, le jeudi soir, celui-ci a fait savoir qu'il ne serait pas présent le lendemain et ses soutiens ont quitté brutalement les commissions de résolution, déstabilisant le déroulement du congrès et nécessitant la réunion des membres du CCN pour valider la poursuite du travail des commissions.

Le vendredi matin, à l'ouverture de la séance plénière pour discussion et approbation des rapports de commissions Outremer, protection sociale, sociale et générale, aucun projet de résolution écrit n'était sur les tables.

En effet, les organisateurs (Mailly, Biaggi) avaient pris leurs dispositions pour empêcher l'impression de ces textes (environ 280.000 pages).

Frédéric Homez a tenté d'en tirer partie pour empêcher le vote sur les résolutions sociale et générale alors qu'il venait de voter, sans broncher, dans les mêmes conditions, les résolutions Outre-mer et protection sociale.

Le rapporteur de la commission sociale a dû faire la lecture du projet de résolution à la tribune: 1 h30 de lecture! (heureusement pour la résolution générale, le texte a été adressé par l'intermédiaire du site confédéral évitant la relecture à la tribune).

Le même vendredi à 15h30, J.C. Mailly a émis un tweet: «*Je suis redevenu libre! Discours du nouveau Secrétaire Général de FO: hypocrisie et duplicité. Respect aux militants réformistes*».

De plus, le lundi suivant, lors de la prise de fonction de Pascal Pavageau, les mauvaises surprises se sont multipliées à la confédération: dossiers disparus, panne généralisée du système informatique, etc...

Tout ce processus démontre la volonté délibérée d'entraver le fonctionnement de l'organisation et de lui nuire.

Nous pouvons retourner à J.C. Mailly le compliment «*il ne mérite pas le qualificatif de camarade*».

Aujourd'hui, celui-ci a perdu toute légitimité pour représenter FO et il est impératif de lui retirer le mandat qu'il s'est auto-attribué au *Conseil économique et social européen* (CESE) de Bruxelles.

Marc HÉBERT.

DEUX EN UN, POURQUOI?

Déléguée de trois syndicats de notre UD, j'ai eu le sentiment qu'une partie du Congrès ne me concernait pas, pire, m'échappait. D'un côté les délégués, militants de base, ... et de l'autre «les grands électeurs».

Une partie «traditionnelle», archaïque, diraient certaines organisations d'accompagnement. J'écarte volontairement les quelques adhérents costumés qui répétaient inlassablement le même texte comme une litanie. Je pense à tous ceux qui se sont succédé pendant les trois jours, et qui ont effectué des interventions de qualité, de vrais syndicalistes, avec des contenus variés, riches d'analyses, de revendications, de combats. Ce sont les mêmes qui, au cours des travaux, dans les résolutions, ont continué jusqu'au bout à porter les mandats confiés, sans se laisser perturber par la comédie dérisoire de ceux qui partent en plein milieu de la tâche à accomplir, avec fracas, et qui reviennent le lendemain, comme ça, en passants, comme au théâtre!

Nous pouvions observer, durant le Congrès, le manège des adhérents aux différents partis politiques qui mesurent, évaluent les éventuelles influences, les courants qui se dessinent au grès des interventions. Ils font leur marché.

Ensuite il y a les grands électeurs du CCN qui ont voté la nouvelle CE confédérale. Là c'est une affaire qui ne concerne nullement les délégués. Les luttes intestines entre les différents partis politiques prennent de l'ampleur, on se barre sur les listes, on se cajole, on se conspuie,... les valeurs de l'individu militant sont écartées.

Le résultat: *Apparat-schisme!* (comme dit Yvette LE GALLO) la composition de la Commission Exécutive Confédérale ne reflète pas du tout la ligne qui se dégage de l'ensemble des interventions, ni des résultats de la votation. D'un côté, une majorité de délégués mandatés par les syndicats qui débattent aux yeux de tous et de l'autre, dans l'obscurité du conclave du CCN, une grosse centaine qui se prononce par rapport à LEURS ÉQUILIBRES D'APPAREIL, en toute liberté et indépendance? - mais de qui cette fois?

Dans la serviette du congressiste se trouve un exemplaire du journal *FORCE OUVRIÈRE* en date du 15 avril 1948. Voici un extrait de l'intervention de Léon JOUHAUX au premier Congrès de la jeune C.G.T. F.O.:

«[...] pour nous, syndicalistes Force Ouvrière, le syndicalisme est une fin en soi. Pour nous, le mouvement syndical doit se déterminer lui-même et se déterminer lui seul, en dehors de toute influence politique et jamais pour servir les intérêts d'un parti politique.

Pour d'autres, pour ceux que nous avons quittés, le mouvement syndical est un moyen, ce n'est pas une fin. Pour eux, le mouvement syndical est un mouvement accessoire et un mouvement subordonné. [...] Et c'est pourquoi notre unité, aussi apparente a-t-elle été, a été soumise à de nombreux aléas. Ces aléas, vous les avez aussi vécus. [...] nous avons assisté, impuissants, désemparés à l'investissement systématique de notre syndicalisme. [...] Ce ne sont pas les syndiqués qui ont modifié leur conception du syndicalisme - auquel cas la politisation eût été l'expression de leur volonté. La politisation du syndicalisme s'est effectuée par la prise en main des postes de direction syndicale par les militants d'un parti politique [...].»

Mais aujourd'hui, la confédération par son silence participe à la disparition du CIF (congé individuel de formation), et à cela s'ajoute la signature de la fin des 35h à PSA. Devons-nous nous taire? La coupe est pleine! J'ai beau me persuader que certes Force-Ouvrière reste un syndicat de combat, nous l'avons constaté, je ne suis pas pessimiste, je suis syndicaliste.

Tant que cette face cachée de FO continuera de dévoyer notre démocratie syndicale, je crains que nous ayons encore à tirer à nous le poids de cette inertie. Englués dans cette léthargie mais lucides, nous devons en sortir. Nous l'avons déjà fait et nous devons retrouver le chemin de la lutte de classe. MAINTENANT!

Christine
16 juin 2018.

«SOCIALISME POLITIQUE» CONTRE SYNDICALISME LIBRE...

Dans l'actualité de ce mois de mai, nous notons d'une part la «commémoration» des événements sociaux de mai 1968 sous des formes multiples, et d'autre part des initiatives politiques diverses qui sont prises dans la sphère «gauche de la gauche». Simultanément, de nombreux conflits sociaux sont en cours.

Nous devons nous interroger sur le but réel de ces menées politiques, particulièrement sur les rôles joués dans le mouvement social, quoi qu'ils en disent, par ceux qui, y ayant une responsabilité d'administration de syndicats, contribuent moins à l'affrontement des salariés au Capital et à l'État qu'à la préparation de leur élévation à des fonctions politiques, administratives, ou gestionnaires, électives ou non-électives, déjà assurées ou ambitionnées, bref aux tickets que distribuent le Capital et l'État.

Dans ce contexte, de nombreux témoignages sur les événements de l'époque, et de la suite que certains participants ont donnée à leur militantisme n'est pas sans importance.

Celui de Benjamin STORA (*) nous offre quelques lignes intéressantes, entre-autres à propos de l'hostilité fondamentale des organisations marxistes dont il a été un élément de la direction ou d'influence, à l'égard de l'indépendance syndicale.

Extrait: (**)

«L'explication de la "bureaucratization" du socialisme, par recours systématique à la haute fonction publique dans la conduite des affaires politiques, est importante. Les militants venant de l'après-68 et qui avaient choisi de poursuivre un parcours politique se sont vus renvoyés à leurs origines politiques avec toujours la même vieille étiquette, suspecte: le "trotskisme"... D'ailleurs, comment lire le parcours de ceux qui sont entrés en politique dans les années de l'après-68, et y sont restés... cinquante ans après? Retour sur des itinéraires de ceux que j'ai un temps côtoyés, et qui ont poursuivi un militantisme à gauche. Jean-Luc Mélenchon a longtemps milité au Parti socialiste, et il est resté pendant de longues années un sénateur socialiste, puis a fondé "La France insoumise" qui a réalisé un score élevé à l'élection présidentielle de 2017 en obtenant plus de 19% des voix. Il n'a pas oublié les leçons apprises dans sa jeunesse, au temps du trotskisme des années 1970. En particulier le fait de considérer que la construction du "parti" était bien plus importante que le "mouvement des masses". A cette époque, nous combattons la fameuse formule du socialiste allemand Eduard Bernstein, qui proclamait, "le mouvement est tout, le but n'est rien". Non, "l'important c'est le parti!" disions-nous, car, comme l'indiquait le "Programme de transition", "la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire". Avec une volonté évidente de contrôler tout mouvement, spontané ou non, pouvant surgir et contester la prépondérance du parti révolutionnaire en construction. Cette tendance à l'hégémonie politique, contradictoire avec les proclamations d'unité, n'a, visiblement, jamais été abandonnée par Jean-Luc Mélenchon. Cette attitude va le conduire à se séparer des autres forces de la gauche, qui, pourtant, avaient cheminé avec lui, comme le Parti communiste. Mais, conséquence plus importante, et plus neuve: cette façon de voir l'amènera à vouloir subordonner le mouvement syndical à ses désirs politiques. Dans une note de son blog publiée le 31 octobre 2017, le responsable des "Insoumis" écrit: "Mon intention est d'interpeller les miens, ceux de ma famille politique et sociale. Comment je sais que Macron a le point aujourd'hui? Parce qu'il peut se permettre d'avancer sur tant de fronts sociaux sans ralentir. Comment est-ce possible alors qu'il n'a pas de base sociale pour sa politique dans le pays? Voilà la question que je pose", enchaîne-t-il. Sa réflexion est donc moins une remise en question personnelle qu'un constat général de l'état du mouvement social en France adressé à sa "famille politique et sociale". Une famille qu'il va fortement secouer. "La forme et la tactique de résistance à la politique du gouvernement ne peuvent plus rester enfermées dans le "chacun de son côté". Car, pour Jean-Luc Mélenchon, la raison de ces échecs est simple. Elle est organisationnelle. "Le dogme du "mouvement social indépendant de la politique" a montré sa limite", enfonce-t-il. Un dogme qui porte un nom, la Charte d'Amiens, texte fondateur du syndicalisme à la française adopté, en 1906, lors du 9^{ème} congrès de la CGT, que la grande majorité des syndicats hexagonaux ont ensuite repris à leur compte. "Le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui,

(*) «68, et après - les héritages égarés» - Éditions Stock -160p. -17€50.

(**) pp.150-153.

en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale”, peut-on ainsi lire dans cette charte, toujours défendue par l'ensemble du mouvement syndical français.

Jean-Luc Mélenchon veut donc du passé faire table rase. La Charte de 1906 serait devenue anhistorique. “Il faut donc en finir avec cette hypocrisie”, annonce-t-il. Une démarche que l'historien du communisme Roger Martelli, ancien membre de la direction du PCF, résumait récemment à Marianne: “Il y a incontestablement des ressemblances entre la démarche de Jean-Luc Mélenchon et celle du PCF pendant la guerre froide. La multiplication des initiatives vouées à nourrir un dynamisme militant en est une. Par ce fourmillement d'actions, on soude un peuple militant. C'est très fort”. Tout en avertissant: “En même temps, le risque est celui de tomber dans une démarche identitaire, du type “ceux qui ne sont pas avec moi sont contre moi”. Or, l'histoire montre que l'union de la gauche est nécessaire pour gagner”.

Mais Jean-Luc Mélenchon peut poursuivre sa progression sur les décombres d'un parti laissé par un ancien dirigeant trotskiste devenu premier secrétaire: Jean-Christophe Camba-délis [...]”.

Eh oui! Un parti politique appartient à sa «direction», tandis que le mouvement social ambitionne, hélas! de n'appartenir qu'à lui même. Entre les deux, il n'y a qu'ambiguïté et duplicité.

Georges RIVALIN.

NAOMI APRÈS ZACCHARIE ET TOUS LES AUTRES...

Dans notre n°182 de septembre 2014, nous avons déjà alerté sur l'impertinence de l'organisation des urgences en France, à propos du décès d'un enfant de 10 ans, au Centre hospitalier de Saint-Denis (banlieue parisienne), plus de 24h après un tableau clinique de convulsions avec vomissements et douleurs abdominales. La presse s'en était émue.

Presque quatre ans après ce «fait divers», les médias viennent de relater le décès, le 29 décembre 2017, de Naomi, une jeune femme de 27 ans, et l'enregistrement de son appel au Centre 15 a été rendu public, en avril 2018.

Les manifestations du 22 mai 2018 ont donné la parole à un soignant, vraisemblablement infirmier-urgentiste, qui expliquait que, faute de personnel, de nombreux décès surviennent aux urgences, par retard de diagnostic...

Le premier réflexe de la «meute» a été d'accuser «la coordinatrice», dont on ignore si elle était médecin coordonnateur, infirmière, secrétaire ou autre!

A tel point, que la famille de Naomi, avec une élégance rare, a demandé à ce que cette femme ne serve pas de «bouc émissaire» de ce qui est devenu un «fait divers» et que les vraies causes de la mort de leur fille, de leur sœur, soient recherchées.

Cela fera bientôt quatre ans que Zaccharie est mort et apparemment rien n'a changé. Les grèves des urgentistes, un peu partout en France et en Outremer, laisseraient à penser que cela s'est même aggravé... Car n'y aurait-il pas un rapport entre les suicides de soignants (suicide d'un jeune neurochirurgien, en novembre 2017, au CHU de Grenoble; suicide d'un cardiologue, chef de service, en décembre 2015, à l'Hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris...) et ces morts aux urgences?

Beaucoup de soignants ne supportent plus les techniques du «management» appliquées à la santé, qui font perdre au soin, l'humanité et la conscience qui lui sont indispensables.

En revanche, les délibérations de l'enquête administrative que Marisol Touraine, ministre de la Santé, avait dû diligenter, suite à la mort de Zaccharie, laissent à réfléchir.

C'est l'ARS (Agence Régionale de Santé) qui répond:

«1- La réponse apportée par le Centre de Régulation du SAMU à la sollicitation de la maman a été adap-

tée à la demande qui était formulée. [...]

2- Les conditions de prise en charge de l'enfant par le Service des Urgences du Centre Hospitalier étaient adaptées.

3- La réponse du médecin régulateur du SAMU, à savoir une orientation vers un service d'urgence pour une consultation pédiatrique, était notamment pertinente au vu des éléments communiqués par la maman.

4- Aux urgences, Zaccharie a bénéficié d'une prise en charge continue et attentive de la part de plusieurs professionnels de santé, dont plusieurs médecins».

Donc, pour l'ARS, les «protocoles» ont été respectés.

Où sont donc les causes réelles de ces deux décès?

Dans les deux cas, le délai entre la plainte et la prise en charge est à considérer, même si les fameux «protocoles» sont parfaitement respectés. En médecine, les heures sont souvent comptées pour sauver des vies.

Il s'agit donc de repérer ce que nous soulevions, déjà, en septembre 2014:

1- La centralisation excessive du système de soins: elle a élargi les mailles de la prise en charge de proximité, malgré le slogan, toujours répété réforme après réforme, de Martine Aubry, Marisol Touraine ou Agnès Buzyn: «Mettre le patient au cœur du système».

A force de réduire «l'offre de soins», sous prétexte de diminuer ce que les décideurs appellent «les dépenses publiques», les déserts médicaux s'élargissent et se multiplient.

Les intermédiaires entre le patient et le médecin se multiplient également. Au début des Centres 15, le «triage» était fait par un médecin dit coordonnateur. Mais faute de grives, on mange les merles? Quelles formations cette femme, dont l'enregistrement circule sur le net, a-t-elle reçues?

Les décideurs ont voulu moins de médecins. «Pour diminuer les dépenses de santé, diminuons l'offre de soins» recommandait, en 1999, Gilles Johanet, haut fonctionnaire issu de l'ENA, alors directeur de la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie)... avant de rejoindre une pantoufle dans les assurances privées.

2- La bureaucratisation: la HAS (*Haute Autorité de Santé*), comme son nom l'indique, chapeaute tout le système - les ARS (*Agence Régionale de Santé*), les ARH (*Agence Régionale d'Hospitalisation*) - pour quel coût, qui plus est, jamais évalué?

Il n'y a plus de «chefs de service» au sens propre du terme, comme s'il n'y avait plus de pilote dans l'avion. Et les suicides de chefs de services devraient, démocratiquement, faire demander des comptes aux décideurs des politiques de Santé.

3- La taylorisation médicale par la sur-spécialisation: «Pourquoi mettre douze ans à former un médecin quand on connaît les protocoles actifs sur 80% de la pathologie?» questionnait Claude Le Pen, économiste de la santé, dans son livre «Les habits neufs d'Hippocrate», en 1999.

En introduisant les techniques de «management» à l'hôpital, la démedicalisation sous le terme de délégation des tâches - qui n'est ni plus, ni moins que la taylorisation des soins, on démantèle ce qui faisait le soin.

4- La squelettisation du savoir médical: l'IA (Intelligence Artificielle).

Un médecin, devant un malade, c'est comme un commissaire de police devant une scène de crime. Il observe. D'ailleurs, en sémiologie (étude des signes), le premier acte était l'*Observation*.

De nos jours, les universitaires ne cessent de mettre leur savoir-faire en arbres décisionnels. C'est, en quelque sorte, aplatir en deux dimensions - une seule variable, réponse oui/non - un apprentissage clinique immémorial et complexe.

«Un arbre décisionnel est un outil d'aide à la décision, représentant un ensemble de choix sous la forme graphique d'un arbre. [...] Il s'agit de plus d'une représentation calculable automatiquement par des algorithmes d'apprentissage supervisé» (source: Wikipedia).

Ne s'agirait-il pas, en réalité, non pas de préparer nos futurs médecins à la médecine, mais plutôt d'ouvrir la voie aux start-up du numérique dont le «business» serait la «transformation du système de santé»? Tout est fait pour robotiser les médecins, les surcharger de patients et leur mettre la pression.

Car les start-up sont en attente de la télémédecine et de l'e-santé, aux profits escomptés. En septembre 2018, nous dit-on... et avec remboursement par la Sécurité sociale!

Inéluctable, disent-ils? «Nous irons jusqu'au bout!» proclame aussi Édouard Philippe, premier ministre, s'agissant de la «réforme» de la SNCF...

Qui saura s'opposer? Qui saura ne pas faire semblant?

Qui aura l'Intelligence (non artificielle) de rassembler?

Nous développerons, prochainement, les stratégies de conquête du «*marché de la santé*» par les entreprises du numérique, «*artificiellement intelligentes*».

FURAXISSIMUS

18 juin 2018

UNE LEÇON POUR L'AVENIR...

L'Assemblée générale *Force Ouvrière Airbus Nantes* s'est tenue le 1^{er} mars 2018, suite à l'exigence des syndiqués concernant la structure syndicale: l'exemplarité, le syndicat réformiste et le respect des syndiqués. La volonté des 630 syndiqués sur 830 lors d'une consultation (publication ci-contre) aura eu pour conséquences d'acter le départ de son secrétaire, largement désavoué, et de remettre l'organisation en ordre de marche.

Par contre, on ne peut que regretter les manœuvres fédérales quant à la désignation des membres au conseil syndical: les syndiqués ne pouvaient être candidats puisque qu'une liste incluant des camarades en retraite, le mois suivant, était présentée d'autorité par le secrétaire de la fédération des métaux et ce malgré mon intervention. Le formulaire de candidature au Conseil syndical devenait donc caduc. Me concernant, j'avais la possibilité d'être au conseil si je n'intervenais pas à l'Assemblée Générale, ce que j'ai refusé...! Par contre, se retrouvaient encore sur cette liste, des délégués, qui avaient été précédemment désavoués; et le camarade qui, en toute logique, aurait dû être élu secrétaire du syndicat, fut nommé «*EXPERT*» au comité européen d'Airbus, puis débarqué par la fédération quelques semaines plus tard!

Concernant le vote lui-même, l'absence du contrôle des cartes a permis aux sympathisants de voter comme s'ils étaient syndiqués.

Il en était de même quant à la modification des statuts, non amendables par décision de la fédération: contrairement à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Et pourtant, la mobilisation de septembre 2017, à l'initiative de 72 UD FO et 8 Fédérations FO, contre les ordonnances dynamitant le Code du travail et les Conventions collectives, a obligé la fédération, elle-même signataire, à condamner les conséquences de son accord métallurgie 2017, accord s'inspirant de la loi travail El Khomri.

A preuve du contraire, il est indéniable que les nouvelles lois font désormais obstacle à l'Accord-Société de 1970 (*), au détriment absolu de tous les salariés et de leurs garanties, acquises sur fond de lutte.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il est important de préparer l'avenir en assurant la continuité de l'Organisation dans l'intérêt collectif des syndiqués. Le combat doit continuer pour défendre nos acquis et améliorer nos conditions d'existence.

Sur une orientation contraire et rejetée par les syndicats au dernier congrès confédéral, Jean Claude Mailly est sorti par la petite porte. Pour éviter un retour au Moyen Age, nous devons continuer de nous ré-appropriier notre Organisation syndicale. C'est aussi cela préparer l'avenir, pour un syndicalisme de Lutte de Classe, en défendant la Charte d'Amiens.

Patrick BROSSARD.

(*) La grève de 1968, avec son point de départ à Bouguenais, impulsée par Yvon Rocton, responsable FO dans l'usine, contre les décisions du Commissaire au plan (fermeture des sites de Bouguenais et Rochefort) a débouché sur l'*Accord-Société* de 1970.

DOCUMENT

Bouguenais, le 23 10 2017

Chers collègues syndiqué(e)s FO AIRBUS NANTES

Nous étions un petit groupe, il y a encore plusieurs semaines, qui grandit de jour en jour pour compter, aujourd'hui, plusieurs centaines de syndiqués FO qui ne se retrouvent pas dans les choix et les orientations du secrétaire actuel et de son équipe rapprochée.

Que s'est-il passé? Un groupe de travail de 25 personnes s'est constitué pour construire une nouvelle façon de travailler et donner une vision pour FO AIRBUS NANTES.

Nous entendons être représentatifs des 3 collèges et soutenir l'ensemble de ses salariés et des syndiqué(e)s.

Que voulons-nous faire, quelles sont nos orientations?

Reconstruire pour redonner de la crédibilité à notre organisation FO AIRBUS NANTES.

Le syndicat est à FO et ses syndiqués, et non le syndicat d'une personne.

Nous nous devons d'avoir un syndicat FO fort et rassembleur autour d'un projet commun basé sur l'exemplarité.

Nous nous devons de mettre en place de la stabilité et de la confiance dans la maison FO AIRBUS NANTES.

Nous nous devons de redevenir un Syndicat Réformiste aux yeux de tous.

Le déroulement à venir dans les prochains jours:

Par votre signature vous faites savoir que vous soutenez l'action en cours afin de faire prendre conscience à la fédération que l'équipe actuelle n'est plus représentative. Vous montrez que vous avez envie de changement pour le bien de FO AIRBUS NANTES. Vous faites savoir que vous partagez les idées et les valeurs de l'équipe qui s'organise.

Nous sommes conscients que les valeurs que nous portons sont avant tout démocratiques et le fruit d'une concertation, que les futurs membres du bureau (délégués et commissaires) ainsi que le futur secrétaire, seront élus et non désignés.

Amitiés syndicales.

Le groupe de travail, un Avant et un Après:

Pour votre information, les listings des soutiens ne seront pas donnés, ni transmis, ils seront simplement en appui lors de notre prochain rdv pour affirmer notre demande d'Assemblée Générale avec un vote à bulletins secrets.

Nous devons peser dans notre échange avec la fédération FO. Sans cet appui, nous n'obtiendrons pas d'AG avec une élection pour une nouvelle équipe FO.

RETOUR SUR LE 24^{ème} CONGRÈS DE LA CGT-FORCE OUVRIÈRE

Nos camarades ch'tis avaient bien fait les choses pour un congrès durant 5 jours, dont trois pour les intervenants. Mais ils n'étaient pas les seuls. Le camarade Mailly aussi. En tant que Secrétaire général sortant, après une prolongation de trois longues années d'un parcours qui aurait dû se terminer à Tours en 2015, il était bien conscient que son attitude, d'une certaine manière «*décalée*» pour ne pas dire laxiste ou pour le moins «*entendue*», déjà «*limite*» rapport aux lois El Khomri, avait laissé plus que perplexes une grande majorité d'adhérents et de militants de base, mais aussi de Secrétaires de syndicats, Unions départementales

et Fédérations, au point que le CCN de septembre 2017 l'avait carrément obligé à se reprendre et renouer avec les résolutions adoptées à Tours en 2015.

Se sachant contesté, l'idée de solliciter son camarade Homez, Secrétaire de la Fédération de la Métallurgie, lui était venue, vraisemblablement pour prouver à celles et ceux qu'il considérait comme des «*révolutionnaires*», qu'une majorité d'adhérents de la CGT-FO sont «*réformistes*», du moins est-ce une explication plus logique que celle d'un ego blessé - même s'il y avait un peu de ça aussi. Faut-il rappeler que le camarade Homez en question, avait été le seul, la loi «*travail*» à peine adoptée, à signer un accord «*métallurgie*» dans le cadre de cette loi, déclarant qu'il améliorerait l'existant... rien qu'à voir les réactions de nos camarades métallos à cette signature, nous avons à l'époque plus que relativisé cette amélioration!!!

Bref, dans les jours précédant l'ouverture du Congrès, la nouvelle avait couru que son pote Homez faisait monter 500 métallos au congrès, tous dûment mandatés - du moins fallait-il l'espérer - par leurs AG respectives, pour soutenir JC M, voire peser dans la balance pour un vote largement favorable à son rapport d'activité. JC M était-il convaincu que c'était une bonne idée?

Effectivement, on a vu ce que donnait une tactique préméditée aussi bornée qu'une discipline militaire, jusqu'au port de la chasuble «*FO Métallurgie*» pour bien montrer qu'ils étaient forts, soudés et qu'ils étaient prêts à en découdre!

Les prises de parole

Après un rapport d'activité, on va dire, égal à tous les précédents - «*le mandat a été respecté, nous avons fait le boulot*» - avec, en préambule, le rappel que les thèses d'Économie libérale de Milford Friedman (ex-conseiller de Reagan et de Pinochet!), doublées par la chute du «*rideau de fer*»/mur de Berlin sont à l'origine de la financiarisation tous azimuts de l'Économie que nous connaissons dorénavant, les 252 (sur 259 demandes) interventions de délégués, bien évidemment ordonnancées par une Michèle Biaggi, fidèle «*ministre de l'intérieur*» de la Conf connaissant tout son monde, ont vu alterner, au 1^{er} jour, 1 métallos, 1 «*non-métallos*»! Et pour monter à la tribune, mieux valait s'être inscrit - ou pouvoir s'inscrire - dans les temps impartis, parce qu'au delà, aucune exception à la règle, pas même pour raison de grève, notre compagnon Fred Vuillaume (parmi 15 autres) en a fait l'amère expérience: à la merci d'un covoiturage improvisé pour faire Besançon-Lille, il n'est arrivé qu'un quart d'heure après la clôture des inscriptions, mais... M.Biaggi est restée intraitable. Trois confédéraux sollicités n'ont rien pu faire. «*Prenant en compte*» sa galère, elle a seulement condescendu à ce que son intervention figure dans le compte-rendu confédéral écrit du congrès. Fred, ne l'entendant pas de cette oreille, à juste titre, a péti le scandale au pied de la tribune et lu devant un parterre de journalistes et bon nombre de congressistes, ce pourquoi ses camarades du Conseil régional de Franche-Comté-Bourgogne l'avaient délégué. Largement applaudi, nous avons pu témoigner qu'il avait respecté son mandat.

Pour résumer ces trois jours d'expression des syndicats, d'un côté, les «*merci Jean-Claude pour ces 14 années* (et non les 3 dernières! Ndlr) *où tu t'es sacrifié pour nous*» (j'exagère à peine), assortis de temps à autre d'un cadeau de départ, mais surtout d'un message pédagogique sur le réformisme de FO (1); de l'autre, qu'ils votent pour ou contre le rapport d'activité, des délégués venus parler du terrain, de ses luttes, et porter le message de mécontentement de leurs syndicats vis-à-vis de l'attitude condescendante ou pour le moins incertaine du SG à l'égard des concertations-Macron.

À noter, deux interventions «*disons, musclées*». L'une, antillaise, très «*remontée*» contre la «*ministre de l'intérieur*»! L'autre, des îles Fidji, sous forme de Haka, extrêmement appréciée. Je n'en dirai pas plus, les vidéos du congrès couvrent toutes les interventions.

La réponse du secrétaire général sortant

On va faire simple. Rompu à l'art oratoire et à celui, dialectique, de retourner les coups reçus à ceux qui les donnent, et toujours aussi égal à lui-même, on en retiendra ceci: ceux qui sont montés à la tribune pour le critiquer disent n'importe quoi, pataugent dans les enfantillages et les conneries, confondent tout, et certains ont mordu le trait de la fraternité. Ce n'est pas un menteur (à 8 mois de partir!), il n'a jamais décidé seul mais toujours à l'unanimité du Bureau confédéral. Les Martinez et Berger se frottent les mains à nous voir saborder le navire... bref, faut pas casser FO. C'est difficile d'être SG, les ordonnances c'est un faux débat, manifester, pas manifester, «*on va se déchirer pour des détails comme ça?*», il ne faudrait pas que son successeur passe son temps à recoller les morceaux, il a autre chose à faire! Etc...

Trop facile: il faut arrêter les «*effets de tribune*» et les appels à la grève alors qu'il en connaît qui appellent et qui ne la font pas!

Très fort: l'envolée sur «*si je n'avais pensé qu'à moi, j'aurais dit non, vous cassez le code du travail, on va battre le pavé... on aurait plus de branches à présent, j'en suis sûr, mais vous m'auriez tous applaudi, aujourd'hui*». Et vive le réformisme militant! ...

Trop fort: il a connu la succession de Bergeron avec 2 candidats jusqu'au bout, «*on a mis 10 ans à s'en remettre*»; il a connu 1996 avec 1 candidat, Jacques Mairé, contre Blondel, ... Mais il a carrément oublié de nous parler de Mailly contre Pavageau, juste avant congrès en 2015, à Tours, oublié de nous expliquer pourquoi il s'était senti obligé de revenir sur son départ annoncé, et de se présenter contre le candidat déclaré qui semblait faire l'unanimité sur sa candidature. Le malin, pourquoi il n'en a pas parlé, hein?

Modification des statuts

Demandée par plusieurs syndicats, il s'agit, non pas forcément de sortir de la CSI, mais de sortir l'adhésion à la CSI des statuts confédéraux.

Le Bureau Confédéral, par la voix de Pascal Pavageau, a proposé de ne pas retenir ces propositions mais qu'un groupe de travail soit constitué pour que le débat ait lieu. Cette proposition a été retenue par le Congrès, à la majorité moins 5 contre et 15 abstentions.

Vote des rapports d'activité et de trésorerie

Bien sûr, notre «*sensibilité*» (on a pas de courants, à FO, dixit JCM) espérait qu'un nombre significatif de délégués voterait contre le rapport d'activité du SG sortant, rapport d'activité sur ses 3 dernières années de mandat, et non sur l'activité de ses 14 ans passés «*à la tête*» de la Confédération, comme l'avaient mis en avant la plupart des intervenants se revendiquant du réformisme.

À l'entrée du congrès, en distribuant *L'Anarcho-Syndicaliste*, n°203 - ainsi qu'un spécial «*Compañeros de Pelloutier*» venant appuyer la démarche - nous avons fortement œuvré en ce sens. Aussi espérons-nous 30/35%, ce qui, de mémoire, à l'époque de Marc Blondel, était plutôt synonyme de débats et de variétés d'opinions exprimées dans la Confédération, à l'opposé du plébiscite de Tours, en 2015, à quasi 100% des voix.

C'est pendant le travail des commissions de résolutions que les résultats des votes sont «*tombés*». À la surprise générale, c'est à une toute petite majorité que le rapport d'activité de ces 3 dernières années a été adopté. Dire que la stupeur a régné dans la salle du congrès pendant un temps certain, c'est peu dire. Ici et là, un certain malaise y était ressenti. Entre ceux et celles qui avaient refusé de voter contre, dans «*l'intérêt de l'organisation*» et ceux/celles - mandat ouvert en main, bien sûr - pensaient s'abstenir et qui, révoltés par la prestation enchasublée des «*donneurs de leçon pro-JC*», avaient fini par voter contre, l'ensemble des délégués s'est demandé ce qui allait se passer, notamment dans les commissions de résolutions qui allaient suivre.

Les résolutions

En fait, malgré la stupeur ambiante, visible et ressentie, tout s'est passé de façon relativement constructive, mis à part pour la résolution sociale où les «*réformistes militants*» - (les métallos? c'est comment qu'il faut dire?) - notamment le bureau de la commission, arrivée l'heure de souper, sont partis sans crier gare. Il a fallu, aux camarades restant, désigner un nouveau bureau et continuer les travaux jusque tard dans la nuit...

La lecture des résolutions, le lendemain, a posé davantage de problèmes, vu l'absence totale de documents écrits auxquels se référer. Le «*clash*» a été évité de justesse, le SG de la Métallurgie, Homez, menaçant de quitter le congrès avec ses troupes, si les délégués ne pouvaient pas suivre le texte des résolutions au fur et à mesure de leur lecture. En cela, ils demandaient à ce que le droit soit respecté en scandant «*Démocratie*» - et, ce, à juste titre! Un tel oubli (la reproduction des projets soumis au congrès), certains, vu l'ambiance, ont eu du mal à le croire «*innocent*»!

(1) Réformisme (militant): relire les numéros 189 et 202 de *L'Anarcho-syndicaliste*. Malatesta: «*L'anarchisme a toujours été et ne pourra jamais être que réformiste....*»...

Et côté INVITÉS du congrès?

Ah oui ! Et bien, on a eu droit à madame le Maire de Lille, sa copine de toujours, à Mailly, Martine Aubry. Je ne sais ce que l'ensemble des délégués en a pensé, mais elle s'est quand même permis de critiquer son pote, devant tout le congrès, étonnée qu'elle était du si peu de réaction de celui-ci à l'égard des ordonnances. Je ne sais ce qu'il en a pensé, lui, mais, quant à nous, on s'est demandé de quel droit elle se permettait de s'immiscer, comme ça, dans la marche de notre confédération. On n'a pas besoin de politicards pour nous dire ce qu'il faut faire! Là, si, après coup, Mailly l'avait rembarée, il aurait été bien applaudi!

On a eu droit à madame Sharan Burrow aussi, la SG de la CSI. Quand tu l'entends dire qu'il faut «*Construire le pouvoir des travailleurs, changer les règles [...] en finir avec la cupidité des entreprises [...] pour renverser un modèle économique construit sur la fausse promesse de la théorie du ruissellement des bénéficiaires de haut en bas*»... on pense syndicalisme de lutte de (la) classe, on lui donnerait «*le bon dieu sans confession*» à celle-là! Et bien, faut pas s'y tromper, car la CSI, c'est aussi le syndicalisme chrétien mondial, convoqué par le «*Dicastère*», le ministère du Vatican, en janvier 2018 (2). Effectivement, ça change «*la donne*», ainsi: «*[...] Les syndicats se félicitent de la conduite du pape François en faveur des droits et de l'égalité pour toutes les personnes et de la défense de notre maison commune [...]*»!! De belles paroles d'évangile, dignes du meilleur corporatisme, celles-là, vous ne trouvez pas? Pas étonnant que certains syndicats demandent à modifier les statuts confédéraux FO sur l'affiliation à la CSI!

Et côté COULOIRS, pendant les pauses?

Oh, de ce côté-là, il y a toujours des bruits! Par exemple, le résultat du vote: il paraît que c'était beaucoup moins que ça (le vote «*pour*») ! Et puis la colère du SG sortant,... avant les propos insultant à son successeur le lendemain, la prise de bec - en toute camaraderie - entre le SG sortant et un ex-secrétaire d'UD encore influent...; par exemple aussi, le fait que nous étions attendus sur la modification des statuts, pour un règlement de comptes (manu militari?) qui aurait peut-être laissé des traces... Et puis le fait que JCM n'assiste pas au congrès, comme annoncé, en tant que simple adhérent, après l'élection de la nouvelle CE, du nouveau Bureau et du nouveau SG, ça fait jaser, forcément. Et oui, chacun sait que les mauvaises langues, c'est... des vilains d'FO!

À ce propos, une observation du père Speak-Ass: Pour l'Internationale, LE chant qui clôt traditionnellement tout congrès, ... contrairement à son prédécesseur qui mettait ses mains dans les poches et regardait par terre, le nouveau SG de la CGT-FO, lui, il lève le poing et il chante. Hé!

Yvon BOURHIS.

(2) Source: FNLP «*La Raison*» n°630 - avril 2018.

NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES... ... du père Cuteur!

Traditions, mondes de cons...

Dans les Congrès des organisations de la CGT-FO, dans leurs résolutions générales, des termes «*modernes*», mais bien peu habituels jusque-là, sont apparus ou s'y sont «*popularisés*».

Ainsi le terme «*tradition*», terme par lequel les religions:

- désignent les mœurs par elles contraintes pendant des siècles d'oppression,
- laissent accroire que ces mœurs sont librement consenties depuis le plus profond des âges.

Par qui est-il utilisé?

- des porteurs de calottes ou de chapeaux ronds qui s'affirment «*guides naturels*» dans les Églises et dans l'État;

- des porteurs de «*manifestes*» et de «*programmes*» qui se veulent «*guides historiques*» des salariés

dans leur lutte contre les exploiters du Travail;

- des détenteurs, dans les processus économiques et sociaux, de positions hiérarchiques ou techniques supérieures à la moyenne, qui se veulent «*guides éclairés*» de l'organisation économique et sociale...

Quelles sont leurs ambitions communes?

Conquérir (puis garder) des situations préférentielles dans leur Église, l'État, ou l'organisation économique et sociale.

Le syndicalisme libre et indépendant ambitionne la suppression du salariat, du patronat, de la propriété privée des moyens de production et de l'État (*Charte d'Amiens*), et, de fait, de tous les «*guides*» et autres «*porteurs de traditions*». Il n'a jamais conditionné sa liberté à des «*traditions*», mais à sa volonté d'émancipation; il a défini son organisation selon l'expérience qu'il a tirée de son combat contre les «*guides à traditions*»; et par ses actions, il contribue à de petites «*révolutions*», en attendant mieux. Pendant ce temps, l'oppression et l'exploitation imposent, au nom des «*traditions*» de multiples petites ou grandes «*réactions*»...

A.D.N., ou dégénérescence...

Les mêmes «*porteurs de traditions*» affirment que «*leurs*» pratiques syndicales relèvent de «*l'A.D.N. de l'organisation*», et sous-entendent que d'autres pratiques relèveraient de l'A.D.N. d'autres organisations...

L'A.D.N. est une loi de la nature, comme cette loi de la pesanteur qui vous fait parfois tomber sur le cul! Ces deux lois sont dures, surtout la seconde! La thérapie génique envisage de soigner les conséquences des lacunes génétiques (les «*porteurs de traditions*» les appellent des «*tares*»), tandis que, pour la seconde, un bon coussin soulage bien le postérieur choqué!

Alors, nos «*porteurs de traditions à l'ADN si pur*» fustigent-ils ces «*dégénérés*» aux mœurs étrangères qui squattent «*leur*» syndicalisme???

Le syndicalisme est la conjonction de pensées humanistes et de pensées sociales diverses, ayant pour but commun «*l'émancipation sociale*». Lui définir une «*pratique génétique*» officielle risque fort d'entraîner une «*raréfaction génétique*» synonyme de «*dégénérescence*», et propice au renforcement de «*l'aliénation sociale*». Pensez-vous qu'il soit «*anormal*» que cette «*tradition génétique*» nouvelle ait été refusée par 55% des mandats des syndicats?!?

Thémisto, la cinquième lune de Jupiter...

Pour clore ses activités, c'est en la bonne ville de Sainte-Martine-Delors-Aubry, son honorable protectrice, que «*JC le bien-nommé*» organisa ce qu'il pensait être une «*Semaine sociale sainte*», où, après une petite «*crucifixion*» de circonstance par des «*génétiquement impurs d'autres traditions*», une «*Résurrection*» majestueuse s'y imposerait, suivie d'une «*Ascension*» vers les plus hauts sommets de l'État. Le calendrier liturgique coïncidant avec la liberté des meilleures suites hôtelières, le coup d'État antisindicaliste réussirait sans férir, ou si peu!

L'échec consommé, la vénalité étalée dans toute la presse, la déchéance conduisit le «*Renégat*» au toutte vengeur!

Thémisto, la cinquième lune de Jupiter, n'est pas admise au panthéon des «*lunes galiléennes*» de cette planète. De quel droit le renégat Thémisto devrait-il être admis à représenter la *Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière*, où que ce soit, y compris dans une assemblée étatique où cette représentation tend fort vers l'intégration?

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE ?

Troisième partie: LA «PARTICULARITÉ» CORSE...

Il est loin le temps où chaque élection y donnait lieu à plaisanter à propos du taux de participation chez les morts dans chaque Commune... Et s'il est un lieu où le propos de Pierre DESPROGES: «*A la question: peut-on rire de tout? je réponds invariablement: oui, on peut rire de tout, on doit rire de tout! mais je m'empresse d'y ajouter: pas avec n'importe qui!*», c'est bien là!

Car la première particularité de la Corse, c'est d'être une île, relativement éloignée du continent, de surcroît essentiellement montagnaise, sans ressources minières, peu peuplée, peu «*intéressante*» économiquement!... et ayant connu intimement l'ensemble des conflits entre les États qui entendaient dominer ou influencer la «*zone économique-politique méditerranéenne*», du XV^{ème} siècle à nos jours.

Si les temps électoraux ont «*changé*», la problématique économique reste d'actualité, de même que l'idée de «*fédération des producteurs*», pour contrer les aléas de la politique et les vicissitudes sociales créées par un système achevé de prébendes et de banditisme.

À nous de chercher les moyens de l'émancipation totale des classes exploitées, sans oublier d'en rire, mais sans se moquer!

De la recherche de l'État ancien idéal...

La recherche de l'«*État ancien idéal détruit par une puissance extérieure, ...*» est, en ce qui concerne la Corse, une gageure.

La population de l'île, issue de migrations italiennes successives, de densité faible depuis l'origine, proche de la disparition en plusieurs époques, réfugiée hors des côtes et des plaines pendant les périodes conflictuelles, tributaire pour ses ressources vivrières d'un équipement hydraulique performant, souffrant d'une absence de ressources minières, peu «*intéressante*» hormis la bande côtière et trop exclusivement à des fins géopolitiques et militaires, elle est entrée dignement dans l'histoire des populations qui n'acceptent pas de se laisser traiter comme une marchandise, quand elle fut l'objet d'une tractation financière féodalo-bourgeoise... en 1768...

... à la perpétuation de la vassalité *cattolica-rumana-ghjermanica*

Depuis la conversion au christianisme du *Roi des Francs* Clovis 1^{er}, les liens avec la Papauté sont étroits. Quand Pépin le Bref voulu faire reconnaître par le pape de l'époque sa nouvelle dynastie (la carolingienne), il lui créa les *États pontificaux* (qui durèrent jusqu'en 1871), et lui fit «*donation*» entre autres de la Corse. Sa *sainteté* la dédia paraît-il à leur *Vierge*, et en confia l'administration à l'Évêché de Pise.

L'évolution économique régionale, conséquence du développement du commerce en Méditerranée, se heurta de bonne heure aux structures sociales féodales, et contraignit la Papauté à confier la gestion de ses «*vassaux*» soit à des banques d'affaires (*Office de S. Georges*) soit aux États qui résultaient de la nouvelle puissance économique.

La Corse fut alors «*confiée*» à la *République génoise* par la Papauté, sans jamais y être «*intégrée*»; le *Royaume de France* (et les *Empires germaniques* dans une moindre mesure) se considéraient toujours - en tant qu'héritiers de l'*Empire carolingien* - primo-propriétaire ayant vocation à le redevenir... si le temps le permettait !!!

De la République génoise...

Dans quelques États de la péninsule italienne (Gênes, Venise,...) les sociétés capitalistes se développent plus rapidement qu'en France, à cause de l'intensification du commerce méditerranéen. La propriété et le pouvoir des féodaux les plus puissants (les guerriers) sont détruits au profit d'un développement de la propriété et du pouvoir de la haute-bourgeoisie commerçante, et des structures étatiques qui lui conviennent.

Pour autant, la liberté individuelle telle que les définirent plus tard les *Déclarations des droits* américaine et française n'est pas de mise. La fiscalité reste de type féodale, fondée sur l'individu et non la propriété ou le revenu.

La période de gestion génoise fut sans doute celle du développement et de la prospérité économique de la Corse la plus importante... jusqu'à ce qu'une crise politico-économique (affaiblissement du commerce) vienne réduire les rentes. Une levée d'impôts supplémentaires entraîna la révolte des classes populaires, mais aussi des classes ecclésiastique et féodale pour partie.

Le *Royaume de France* considérant avoir un droit de regard sur la Corse et sur toute l'Italie, son «*parti*

corse» fut un des acteurs de la révolte fiscale de 1729. La *République génoise*, affaiblie par la récession commerciale, peina à régler cette situation; ce qui entraîna de fait une intervention française, après celle de l'Empire autrichien, jusqu'à la cession définitive.

Pendant quelques années seulement, les «*élites de la Nation corse*» (entendez: les représentants des classes supérieures), s'accordèrent dans un «*Royaume de Corse*» (plus ou moins) indépendant (1730-1769), certaines de ses «*élites*» souhaitant l'intégration française, d'autres une intégration italienne ou aragonaise, d'autres une autonomie agrémentée des meilleurs avantages fournis par les uns et les autres.

Aucun de ces États n'ayant la volonté ou la capacité de satisfaire leurs desiderata économiques et politiques, ces «*élites*» favorisèrent le retour de l'île au *Royaume de France*, au prix du massacre de *Ponte novu*... en 1769 !!!

... à la Révolution française...

La Révolution française posa d'entrée de jeu la suppression des droits féodaux, droits fiscaux sur le sujet et son activité, au bénéfice d'une liberté économique pour les classes propriétaires accompagnée d'un assujettissement individuel des éléments des classes non propriétaires.

Cette perspective reçut l'assentiment de la population de l'île, - du moins de ses «*élites*» -, dans la mesure où la propriété était préservée; les grandes propriétés n'étant pas en nombre, leur rente bien faible, c'est sur la question du pouvoir politique que la différenciation se fit, avec une réminiscence des conflits de pouvoir antérieurs.

... et à l'effondrement du *Royaume anglo-corse*...

Les «*écourtages*» successifs qui jalonnèrent la période révolutionnaire ne furent pas du goût des «*élites*» insulaires plutôt habituées à l'exil des... élites vaincues survivantes (*ostracisme*). Le choix des administrateurs locaux par une assemblée centrale n'était pas plus dans les mœurs, pas plus que souhaité par les populations continentales! La crainte d'une mise en cause finale de la propriété ne fut non plus étrangère aux choix qui furent faits par les uns et les autres.

Les partis qui, antérieurement, firent le jeu d'une puissance étrangère firent de nouveau leur choix. Paoli, représentant des vestiges du féodalisme affaibli, choisit l'*Empire britannique*. Le *Royaume anglo-corse* qu'il créa pensait trouver dans cette nouvelle puissance économique méditerranéenne la satisfaction de ses souhaits.

La «*reconquête française*» ne provoqua pas plus de «*désastres*» qu'en bien d'autres régions, y compris lors de la révolte religieuse contre la séparation des Églises et de l'État en 1797, ni de «*colonisation*» de l'île.

C'est de la posture post-féodale et cléricale paoliste que se réclament les «*nationalistes*» actuels.

Du mythe de la Nation salvatrice...

Les «*espoirs*» que la population insulaire put mettre dans la nouvelle «*Nation*» furent contraints par les guerres et la propriété.

Les violences «*révolutionnaire*» passées, les «*élites*» (à l'exception de quelques unes) firent carrière et fortune dans l'État nouveau, les propriétaires «*sauvèrent*» une propriété jamais mise en cause, et, bénéficiant tous de l'assujettissement économique et politique des classes laborieuses, ils traversèrent les régimes successifs sans contribuer au développement économique de l'île, sans émanciper la population de l'exploitation économique, tout juste en leur faisant bénéficier pour une faible partie des prébendes étatiques acquises à l'aide de pratiques fort peu loyales, par les uns, et par les autres...

... à l'absence de perspectives...

Le développement des activités agro-alimentaires nécessitait la construction des barrages hydrauliques indispensables à l'irrigation des terres, et à la production de l'énergie électrique qui aurait pu permettre l'implantation d'industrie en lien avec les autres activités économiques.

En l'absence d'une perspective en ce sens, l'émigration intra-nationale, principalement dans la fonction publique civile et militaire, et dans les colonies, assura le maintien des petites propriétés familiales indivisées.

... puis au fascisme!

Les espoirs déçus, le cléralisme rampant des «*élites*», l'enfermement dans une société vivant d'un système de niches fiscales et de prébendes d'État, conduisirent une partie de ces «*élites*» à l'idée fasciste dans les années trente.

La «libération» de l'île en 1943 ne changea rien, ni aux fondements sociaux, ni au fonctionnement politique, à part le renouvellement d'une partie du personnel, épuration obligeant.

«Quand les fascistes reviendront...

La guerre d'Algérie entraîna, dès 1954, l'achat massif de terres dans la *Plaine orientale*, par de futurs rapatriés prévoyants. Une entreprise plus importante de mise en valeur de ce territoire se développa de 1957 à 1962, sous l'égide de l'État, qui en fit bénéficier en partie d'autres rapatriés.

La faible densité de population des communes concernées entraîna une immigration de main-d'œuvre nord-africaine pour assurer la fortune des rapatriés qui, s'ils n'étaient pas corses d'origine, ne manquèrent pas de s'associer aux autochtones pour faire leurs affaires.

... ils s'appelleront eux-mêmes anti-fascistes!

La rentabilité de l'activité viticole entraîna de la fraude à grande échelle (chaptalisation), et une réaction d'un groupement «nationaliste».

Revigorés par cet évènement, les colporteurs des idées féodalo-paolo-mussoliniennes se firent les chantres d'un combat «antifasciste» (les fascistes sont les pieds-noirs *Algérie française*), «anticapitaliste» (la terre doit revenir aux Corses qui veulent la travailler -*sic!*), et «anti-immigration» (les maghrébins sont des pourvoyeurs de drogue - *re-sic!*).

Associés à une partie du banditisme local, ils mènent la «lutte armée» pour vaincre la concurrence qui résiste.

Et le «peuple» dans tout ça?

L'activité «nationaliste violente» n'a pas recueilli un assentiment populaire important pendant quarante ans.

Sitôt leur intégration dans les *Chambres d'agriculture*, réussie, les représentants du *Syndicat corse de l'agriculture* contribuèrent à l'intégration du «mouvement nationaliste» dans le cadre institutionnel. Cette tendance «assagie» du F.L.N.C. entraîna progressivement les autres à la conquête de l'État. Ils furent reconnus par le *Front national* (français) local comme menant un combat similaire au leur... et ces derniers disparurent!

Les poursuites pour corruption plombant les exécutifs successifs des Assemblées locales... ceux-ci disparurent également, leurs partis aussi!

Les «nationalistes» emportèrent donc toutes les dernières élections, ne concourant plus qu'avec *La République en marche*, le parti du nouveau bonaparte, *Les Républicains*, le parti habituel des bonapartes dits de droite... les autres les avaient tous déjà rejoints.

Dans l'euphorie de «leur» victoire, ils firent allégeance à Jupiter, et mandèrent à icelui la reconnaissance due aux «nouvelles élites du peuple corse», et le pouvoir qui va avec! Jupiter les reconnut, et leur intima de suivre sa politique, comme il leur dirait... et ils le font!

Ont-ils réellement reçu l'assentiment du «peuple» dont ils se disent les «élites»? Avec moins de 30% du corps électoral tout en ayant absorbé la «gauche» habituelle, c'est plutôt... une fuite en avant!

Une fuite dans l'appareil d'État (français) tant décrié, mais tant rémunérateur...

Le jour où «on» s'apercevra que l'un y tripote plus que l'autre, la poudre parlera de nouveau... il semblerait d'ailleurs que... ça ait déjà recommencé...

	2004		2010		2015		2017	
Inscrits	195525		213312		229824		234304	
Votants	146593	74,97 %	147207	69,01 %	154052	67,03 %	123227	52,59 %
Exprimés	142204	72,73 %	143811	67,42 %	149526	65,06 %	119219	50,88 %
«Séparatistes»	24652	12,61 %	51383	24,09 %	52840	22,99 %	67342	28,74 %
Front national	--	--	--	--	13599	5,92 %	--	--
Droites nationales	46721	23,90 %	39765	18,64 %	42607	18,54 %	51877	22,14 %
Gauches nationales	59021	30,19 %	52663	24,69 %	40480	17,61 %	--	--
Gauches radicales	11810	6,04 %	--	--	--	--	--	--
Total des représentés	142204	72,73 %	143811	67,42 %	149526	65,06 %	119219	50,88 %

L'avenir de la lutte des classes?

L'émancipation économique des salariés passera toujours par les syndicats.

Des syndicats «officiels», non-libres ni indépendants y bénéficient depuis quinze ans, de la part du Patronat, de l'État et du «mouvement nationaliste», d'une facilité d'intervention, au bénéfice... du Patronat, de l'État et du «mouvement nationaliste».

Cette état de coercition n'est cependant pas général. Il appartient donc aux syndicalistes libres, quels qu'ils soient, de prendre en charge les intérêts économiques des populations laborieuses les plus assujetties, en leur faisant bénéficier de l'expérience des syndicalistes libres et de lutte de classe.

Ce n'est ni simple, ni sans risque, mais c'est la seule voie: les politiques et le Capital préparent la misère, l'émancipation sociale a besoin d'autre chose!

Un dernier mot sur la «langue corse»

Le «corse» est un idiome italien qui a maintenu sa spécificité et qui a évolué sur lui-même depuis plus de deux siècles, pour les raisons géo-politiques dont on a causé ci-dessus. Il n'a pas bénéficié de l'unification de la langue italienne, unification lente et souple.

L'étendue de sa spécificité lui confère un statut de langue, au sens où l'entend la linguistique.

Mais pour devenir langue officielle, faudrait-il qu'elle présente un intérêt supérieur à la langue officielle. N'étant pas parlée ni écrite intelligemment par 50% de la population de l'île qui, par contre, parle et écrit convenablement le français, elle n'a «*d'intérêt supérieur*» que pour ceux qui veulent créer un autre État, à leur guise, avec une langue... pour les «*élites*»!

Quand nous aurons détruit tous ces États, nous aurons le temps de parler la langue que l'on voudra, en sirotant un pastis ou un vin de pays, sous le figuier ou l'olivier!

Et on pourra bien rire de tout le temps ancien, et y compris s'en moquer!

(A suivre).

Georges RIVALIN.

Bibliographie succincte:

La Corse: un peuple, une histoire - Roger CARATINI - Éditions l'Archipel, 2003.

Corse, le terrorisme - Emmanuel FARRUGIA et Paul CERF - Éditions DIE - 2004.

Anarchisme, nation, identité, culture; régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme - Karim LANDAIS - Orphéo édition - 2008.

L'État dans l'Histoire - Gaston LEVAL - 1978 - Éditions libertaires - 2009.

DERNIÈRE MINUTE...

Jean-Claude Mailly devient senior advisor de la société de conseil de Raymond Soubie.

Chez Alixio, l'ancien secrétaire général de Force ouvrière va faire profiter les entreprises de ses lumières sur les sujets liés aux relations sociales internationales ou encore sur la responsabilité sociale et environnementale. Le tout en parallèle de sa propre société de conseil.

Alixio, la société de conseil de Raymond Soubie, s'adjoint les conseils d'un doyen des leaders syndicaux français: Jean-Claude Mailly. «Aux côtés de Raymond Soubie, président exécutif, et de l'équipe de management, il contribuera au développement d'Alixio, notamment sur les sujets de relations sociales internationales, de responsabilité sociale et environnementale et de stratégie sociale», fait valoir le communiqué de ce lundi.

Jean-Claude Mailly prend le titre de senior advisor chez Alixio, société créée en 2010 par Raymond Soubie, laquelle vise pour 2018 un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 80 millions d'euros. Alixio est l'une des filiales du groupe Arfilia, qui comprend AEF (information spécialisée), Taddeo (conseil en stratégie de communication), DZA (cercles d'échanges et événements pour multinationales étrangères) et Missioneo group (portage salarial).

Chez Alixio, Jean-Claude Mailly, 65 ans, qui a été secrétaire général de Force ouvrière de 2004 à 2018, va apporter son concours à des entreprises. Ces dernières peuvent aller du grand groupe à l'ETI, et, par exemple, faire face à des problématiques complexes, tels que des plans sociaux. En parallèle, il vient de fonder une société de conseil dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale. Une nouvelle vie, pour celui qui a indiqué en fin d'année dernière ne pas vouloir s'engager en politique.

WANSQUARE - 18-06-2018.

... SANS COMMENTAIRES!!!

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 32 euros. Abonnement de soutien: 40 euros.

Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER - N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT

Directeur: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr>

uas.pelloutier@laposte.net
